

Les partis politiques musulmans : un vecteur de sécularisation ?

Campus Condorcet – Bâtiment Nord – Salle 0.007 et en ligne à
<https://meet.goto.com/816413469>

Programme

10h00 Introduction générale

La présente réunion doit poser les bases d'un programme collaboratif de recherche et d'enseignement sur le thème des partis politiques se réclamant de l'islam comme vecteurs de sécularisation, depuis les mouvements constitutionnalistes des années 1900 dans les empires Qadjar, ottoman ou russe. Au centre du questionnement proposé : les effets, sur la sécularisation des pratiques et des discours de partis se réclamant d'un référent islamique, de différents types d'exercice du pouvoir, depuis l'accès à la Douma d'État de Russie d'une représentation musulmane en 1906, la révolution iranienne dite constitutionnelle de la même année et la révolution Jeune-Turque deux ans plus tard. Incluant des régions de peuplement musulman majoritaire ancien mais aussi minoritaire et d'histoire plus récente, le projet aborde une sélection d'arrière-plans chronologiques (constitutionalismes, guerres mondiales, décolonisation, chute du Mur, "guerre contre le terrorisme"...). Seront traitées une sélection de questions transversales (modèles organisationnels en partie soufis ; interactions avec d'autres communautés ethno-confessionnelles ; pouvoir tribunicien de leaders de partis au profil d'ouléma et de guide spirituel ; place des référents islamiques dans les mobilisations avant, pendant et après telle ou telle expérience du pouvoir ; rôle et place d'acteurs politiques se définissant comme musulmans dans d'autres types de partis, ou d'autres sphères d'activité ; interaction des faits religieux et tribal, par exemple, au sein d'organisations politiques ; "question féminine", participation féminine et féminismes ; rôles joués par les partis au sein des diasporas et dans les relations entre ces dernières et leurs métropoles d'origine...).

10h20 Dominique AVON (*EPHE/GSRL*) :

L'espace public sous la plume de penseurs catholiques et sunnites en milieu méditerranéen au XX^e siècle

Afin de saisir l'ampleur du défi intellectuel posé par la question de l'"espace public" selon une conception moderne, trois auteurs catholiques et trois auteurs sunnites ont été sélectionnés. Leurs travaux, publiés en plusieurs langues, ont un rayonnement qui s'exerce au-delà de leur milieu religieux respectifs. Chacun a rédigé au moins un essai dont les fils peuvent être reliés à problématique. Ceux-ci sont publiés entre le début des années 1930 et le milieu des années 1970 ; ils s'inscrivent dans l'espace méditerranéen euro-arabe. Les auteurs partent tous du principe que leur foi en Dieu prime toute autre considération, et que l'expression de celle-ci ne peut être limitée à la sphère de l'intime. Leur attachement à la patrie-*waṭan* est à la fois distinct et subordonné à celui qu'ils réservent à leur religion. Leur positionnement commun est le suivant : le monde terrestre est celui dans lequel se joue la destinée humaine pour l'éternité ; Dieu y intervient pour indiquer aux êtres humains où se trouvent les voies du Salut ; par conséquent la parole religieuse ne peut pas y être étouffée. Ils défendent un modèle alternatif global, le dépassement du système capitaliste (perçu comme une négation de la justice selon un ordre divin ou naturel) et du système marxiste (perçu comme une négation de la liberté religieuse). Selon cette conviction, ils expriment un contentieux avec ce que les uns appellent le « monde issu de la Renaissance et de la Réforme » et les autres l'« Occident ».

10h40 Stéphane DUDOIGNON (CNRS/GSRL) :

Construire l'indépendance au milieu des empires : en Asie centrale, d'une guerre mondiale à l'autre

Entre 1917 et 1949, l'Asie centrale russo-soviétique et chinoise connaît plusieurs expériences d'indépendance : Autonomie de Kokand (hiver 1917–18) ; Alash Orda (1917–20) ; République “islamique” de Kashghar (1933–34) et de Ghulja (1944–49). Guidées par des sociétés secrètes et partis politiques que dirigent des savants religieux, des intellectuels laïcs et des “commandants” de milices, ces entités se réclament diversement de l'islam. Sur des questions comme le rôle de la charia, la réforme agraire, la réforme scolaire ou théologique, la fiscalité, le jihad, le halal..., la mobilisation de référents islamiques y a varié selon un éventail de contextes. Doctrines, discours et pratiques politiques s'y nourrissent par ailleurs d'héritages impériaux chinois, mongols ou russes, puis de modèles communistes. Leur islamisation a parfois répondu à des défis démographiques ou économiques. Les dirigeants de ces mouvements qui survécurent à ces derniers s'en firent mémorialistes, par des écrits dont la dimension confessionnelle évolua, elle aussi, selon le contexte de leur rédaction et le lectorat visé. Certains de ces survivants contribuèrent en outre à définir les diplomaties “arabes” et “musulmanes” de l'URSS et de la République populaire de Chine — jouant un rôle dans la première reconnaissance diplomatique de cette dernière, par l'Égypte en 1956. Ou comment des expériences spécifiques du pouvoir politique au milieu des empires, d'une guerre mondiale à l'autre, ont pu générer des modèles organisationnels et doctrinaux favorisant, à la fois, une sécularisation du référent islamique et une confessionnalisation du politique, y compris de la part d'entités qui n'y avaient *a priori* guère vocation.

11h00 Pause-café

11h20 Lucas FAURE (*Sciences Po Aix*)

Engagements politiques en contexte sécularisé : l'humanitaire islamique en France

Le travail de thèse de l'auteur sur les ONG humanitaires musulmanes en France et au Royaume-Uni a mis en lumière les processus de dépolitisation affectant les engagements religieux des responsables associatifs dans un contexte sécularisé. En s'appuyant sur des données ethnographiques récoltées en tant que bénévole au sein de plusieurs structures françaises de 2017 à 2021, il a formulé l'hypothèse selon laquelle l'engagement humanitaire suit des dynamiques différenciées de dépolitisation selon la génération militante. Pour les militants les plus anciens, la dépolitisation renvoie à une relégation du religieux dans la sphère privée, tandis que pour les plus jeunes, elle correspond à la mise en avant d'une technicisation de leurs compétences militantes. Si les responsables des structures étudiées partagent certaines caractéristiques sociales facilitant leur entrée en humanitaire, leurs engagements se font à des moments différents de leur carrière militante. Les modalités de dépolitisation révèlent enfin un apprentissage cumulatif des contraintes politiques de la part des acteurs humanitaires islamiques en France. Se fait alors jour un croisement des biographies. Les deux pôles générationnels n'ont en effet de pertinence que de manière relationnelle, puisque les plus jeunes apprennent des expériences de leurs prédécesseurs. Dans tous les cas, l'humanitaire propose des formes d'engagement politique en dehors de la sphère partisane.

11h40 Franck FREGOSI (CNRS/GSRL) :

De l'islamisme à l'islam : itinéraires militants aux confins du politique et du religieux

L'engagement partisan au nom d'un référentiel musulman plus ou moins explicite ne saurait être l'unique prisme au travers duquel peut s'apprécier le processus de politisation des musulmans — tant en contexte majoritairement musulman, où d'autres formes d'organisations sociales de type confrérique ont pu servir de matrice de politisation, qu'*a fortiori* là où l'islam épouse des configurations minoritaires. Là, à de très rares exceptions, les quelques formations

politiques existantes pouvant être considérées comme confessionnelles (Belgique, Allemagne, France...) peinent à percer durablement dans l'espace politique officiel lors des élections, y compris là où les populations musulmanes sont en majorité implantées. De surcroît, ces formations s'inscrivent davantage dans les répertoires d'action de l'Exit ou celui du Voice, que dans celui de la Loyalty. Il est une approche plus en creux de la politisation des populations musulmanes que nous envisageons de mener, qui passe par l'étude des parcours biographiques d'acteurs musulmans militants, issus pour une grande part de cycles migratoires en provenance du Maghreb (étudiants venant poursuivre leur formation universitaire en France, exilés politiques fuyant des régimes autoritaires...) et souvent dotés d'un fort capital militant en amont dans leurs pays d'émigration. Nombre d'entre eux, via des récits autobiographiques ou leurs écrits, ou dans le cadre d'entretiens, font état à la fois de leur passé de militants au sein de diverses mouvances de l'islam politique (islamisme légaliste) et de leur immersion dans des communautés musulmanes immigrées dépourvues de référents religieux, au sein desquelles ils ont souvent fait fonction d'imams ou de guides. Or au cours de ce processus, au gré des circonstances et des opportunités, certains vont convertir leur capital social et politique en un capital religieux et spirituel. Quelques-uns publiciseront même leur sortie de l'islam militant ! Le militant partisan résolu d'une politique tirée des Écritures saintes en contexte musulman ou en situation immigrée, se transforme progressivement en prédicateur ou théologien s'efforçant d'accommoder l'islam avec un environnement profondément sécularisé. Notre objectif n'est pas de présupposer de façon péremptoire que la sortie proclamée de l'islam militant équivaut mécaniquement à une dépolitisation totale de l'islam. Certains de ces militants musulmans par leurs prises de position depuis les degrés du minbar ou via des conférences ne sont pas politiquement abstinentes. Loin s'en faut ! Cela nous invite simplement à considérer que de même qu'il existe différentes formes d'affiliation à l'islam et différentes expressions de l'islam militant, il existe diverses modalités de politisation de l'islam. Le juriste qui, à l'instar d'un Tareq Oubrou, s'efforce de produire une théorie de l'orthodoxie minimale, ou pense une jurisprudence des minorités, opère toujours au sein de l'espace politique qu'il contribue simplement à façonner par ses activités et ses réflexions religieuses.

12h00 Fatiha KAOUES (CNRS/GSRL) :

Islam politique en Grande-Bretagne, acteurs et mobilisations

En Grande-Bretagne, l'islam est la deuxième religion en nombre de pratiquants, rassemblant près de 4 millions de personnes, majoritairement originaires d'Inde, du Pakistan et du Bangladesh et appartenant au courant sunnite. Leur présence alimente de nombreux débats entre défenseurs et opposants du modèle multiculturaliste qui régit la politique britannique de gestion de la diversité culturelle et religieuse. On distingue trois groupes de militants musulmans qui se positionnent diversement sur le terrain politique. Le premier tend à euphémiser la portée politique de ses engagements, au profit de revendications culturelles. Ses membres participent aux élections mais préfèrent mobiliser la catégorie de « groupe confessionnel » plutôt que celle de « parti politique ». On y trouve la Commission islamique des droits de l'homme (IHRC), l'Association musulmane de Grande-Bretagne (MAB), le Comité musulman des affaires publiques (MPACUK) et le Conseil musulman de Grande-Bretagne (MCB). Le second groupe rassemble des acteurs en rupture avec l'ordre social et politique dominant, réunis au sein de structures comme Al-Ghurabaa, Saved Sect et Hizb ut-Tahrir, ces deux derniers ayant été interdits. Il s'agit de militants qui ambitionnent de créer une société musulmane autonome et séparée de la société britannique, qui serait régie par les lois de la charia. Un dernier groupe est composé d'acteurs politiques indépendants ou affiliés à d'autres partis politiques qui mobilisent l'islam de façon assumée pour exprimer leurs revendications. L'objectif de la recherche envisagée est d'identifier les facteurs et modalités de déploiement de ces groupes, la place des idéologies vues comme « progressistes » ou « réactionnaires » (anti-impérialisme, anticolonialisme, pluralisme,

fondamentalisme, etc.) dans l'élaboration de leur doctrine politique et leurs liens avec la société britannique dans son ensemble.

12h20 Déjeuner (libre)

14h00 Hanane LAMOURI (*EPHE/GSRL*)

Mobilisation d'acteurs politiques turcs du Millî Görüş au sein de l'islam français

La branche française du Millî Görüş, dite Confédération islamique Millî Görüş (CIMG), gère plus de 70 mosquées rassemblant des dizaines de milliers de membres. Sous la présidence d'Emir Demirbaş, la CIMG est investie dans de nombreux projets culturels comme celui de la mosquée Eyyûb-Sultan à Strasbourg, que l'on présente comme l'une des plus grandes d'Europe. Les acteurs musulmans originaires de Turquie, hommes et femmes, sont également mobilisés au sein de partis politiques dans le cadre des élections européennes, en portant un projet religieux plus ou moins assumé. L'objectif de la recherche en cours est d'analyser les discours et pratiques de ses membres et la manière dont ils investissent le champ religieux français, en lien avec leur pays d'origine.

14h20 Julien LEVESQUE (*Université de Zürich*) :

Quelle adhésion au sécularisme parmi les partis musulmans indiens ?

Cette présentation propose un panorama exploratoire du rapport au sécularisme de deux partis musulmans indiens, AIMIM et la Ligue musulmane, qui étaient historiquement opposés au projet d'Inde unifiée séculariste porté par le parti du Congrès. Ces partis semblent suivre une trajectoire similaire à celle de la Jamaat-i Islami analysée par Irfan Ahmad, à savoir une adhésion au sécularisme malgré des fondements idéologiques (ou peut-être, plus justement, des origines historiques) qui lui sont contraires. La clé de cette adhésion réside sans doute dans l'une des spécificités du sécularisme indien, lequel ne requiert pas de sécularisation, entendue comme le retrait du religieux de la sphère publique. Une étude de la mobilisation de l'élément religieux par ces deux partis musulmans (qui ne sont pas des partis islamistes) permettra de mettre en lumière comment ils expriment leur adhésion au sécularisme au nom de l'islam.

14h40 Pierre-Jean LUIZARD (*CNRS/GSRL*) :

Débats et divisions à la naissance du parti islamiste Da'wa en Irak

Le parti islamique Da'wa (Ḥizb al Da'wa al-Islāmiyya) est un groupe islamiste chiite qui fut engagé dans la lutte armée contre le régime de Saddam Hussein, avant de devenir l'un des principaux partis conservateurs irakiens, dirigé par le premier ministre Haydar al-Abadi (en poste de 2014 à 2018). Créé entre 1957 et 1967, à un moment où la politique irakienne est dominée par le pan-arabisme laïc, avec le projet de créer un « État musulman » en Irak, il soutient la révolution iranienne de 1979. Les divergences opposant entre eux les fondateurs du parti sont essentiellement liées au rapport avec l'autorité religieuse de la *marja'iyya* : comment avoir une autorité religieuse face à un grand ayatollah ? Quelles peuvent être les nouvelles bases de l'autorité religieuse ? Quelle légitimité religieuse peut avoir une direction politique en partie élue ? Comment ne pas apparaître trop explicitement en concurrence avec l'autorité religieuse fondée sur le savoir ?

15h00 Pause-café

15h20 Nils MARTIN (*EPHE/GSRL*) :

Le clergé afghan face aux défis de la modernité politique : le cas des Khoddâm al-forqân

Ce projet vise à analyser les processus de politisation des Khoddâm al-Forqân, un parti politique islamique créé dans les années 1960, pour contrer l'émergence d'un leadership religieux réformiste en Afghanistan. L'étude démontrera que la forme hybride adoptée par ce parti permet au

clergé afghan de garantir une distinction entre les champs politique et religieux et, par conséquent, de maintenir son autonomie — aussi bien face aux menaces de sécularisation auxquels l'expose sa participation au jeu démocratique, qu'au risque d'une trop forte hétéronomisation en contexte taliban. De plus, bien que le clergé afghan ait dû constamment renégocier son autonomie face aux régimes successifs, il s'est trouvé confronté à une érosion significative de son indépendance, du fait de la dissolution progressive de ses canaux traditionnels de diffusion durant la période républicaine et à l'usurpation de ses fonctions par le commandement militaire taliban.

15h40 Alix PHILIPPON (*Sciences-Po Aix*)

Entre régime hybride, populisme charismatique et crypto-islamisme : le cas du Pakistan Tehreek-e Insaf (Mouvement pour la Justice du Pakistan) d'Imran Khan

Créé au nom de l'islam en 1947, le Pakistan est l'un des terrains les plus efflorescents et les moins connus de fabrique de l'islam politique, entre légalisme et jihadisme, réformisme et modernisme, démocratie et dictature militaire. Dans ce pays où le « parler musulman » (François Burgat), central au discours nationaliste, n'est pas l'apanage des islamistes, ces derniers, qui étaient d'ailleurs opposés dans leur majorité à la création du pays, n'ont jamais fait de bons scores électoraux. C'est là l'un des paradoxes les plus piquants du Pakistan qui, jusqu'à aujourd'hui, n'en finit pas de gérer les contradictions ayant présidé à sa naissance, entre empire et islam. Un parti semble incarner nombre des paradoxes du « pays des purs » qui, ces dernières décennies, a damé le pion aux islamistes et aux grands partis de gouvernement dans une formule hybride qui a séduit l'armée : le Pakistan Tehreek-e Insaf (parti pour la Justice) d'Imran Khan, parti populiste, nationaliste et crypto-islamiste dont le leader charismatique est aujourd'hui incarcéré après quatre ans au poste de premier ministre (2018–22). Sa détention ne l'a pas empêché d'obtenir le plus de sièges aux élections générales de 2024, à travers la mobilisation d'indépendants auxquels Khan a donné la consigne de rejoindre l'Ittehad Sunni Council, une alliance de partis... soufislamistes pour certains « radicaux ».

16h00 Haoues SENIGER (*Sciences-Po Lyon*)

Théologie et politique au parti de la Justice et du Développement/mouvement Unité et Réforme au Maroc

Le PJD a été fondé en 1997. Depuis lors, il continue d'être dirigé et encadré par des personnalités issues de mouvements politico-religieux et/ou de prédication qui se sont formés dans les années 1960–70 au Maroc comme partout ailleurs dans le monde majoritairement musulman. C'est le cas du secrétaire général, Abdelillah Benkirane, lequel fut chef du gouvernement entre 2012 et 2017. Si le parti en question fonctionne comme une organisation politique classique depuis son entrée à la Chambre des représentants à l'issue des élections législatives de novembre 1997, il n'a pas pour autant coupé ses liens avec les milieux religieux et des associations confessionnelles telles que le Mouvement unité et réforme (MUR). Des figures importantes en son sein, à l'instar de Saadeddine al-Othmani, revêtent ou ont revêtu une double casquette, celle d'homme politique et de théologien. En outre, le PJD et ses membres entretiennent des relations idéologiques et de collaboration suivie avec le MUR dont nombre d'entre eux sont issus. La théologie occupe et a donc occupé une place prééminente d'une part dans le passage du champ religieux au champ politique, et d'autre part dans les mutations des usages publics du référent islamique dans les répertoires discursifs, de mobilisation et d'action qu'il reste ainsi à contextualiser et à analyser à partir de cas concrets.

16h20 Thierry ZARCONE (CNRS/GSRL) :

L'élément confrérique dans la formation des partis politiques à référentiel éthico-religieux de la Turquie républicaine

Il s'agit de décrire et d'analyser le rôle des confréries soufies (*tarikât*, de matrice Nakşibendi principalement) et des communautés religieuses (*cemaat*) d'inspiration soufie (Nurcu, Süleymançılık, Fethullahcı), un ensemble loin d'être homogène, dans le processus de fabrication de l'idéologie politique islamique et la constitution des partis politiques à référentiel éthico-religieux (du parti de l'Ordre national, dans les années 1970, au parti de la Justice et du développement depuis 2000). On retiendra une périodisation en trois moments : 1) les temps de la fondation avec les partis de l'Ordre national (Millî Nizam Partisi) et du Salut national (Millî Selâmet Partisi) ; 2) le temps court de l'installation au pouvoir (succès électoraux et gouvernance) du parti de la Prospérité (Refah Partisi) ; 3) le temps long et toujours en cours du parti de la Justice et du Développement (Adalet ve Kalkınma Partisi, AKP). L'analyse que nous appliquerons à ces trois périodes vise à éclairer la mise en place et le fonctionnement de deux modes d'action politique : 1) le passage d'une confrérie au politique par la création d'un parti ; 2) l'appel d'un parti au soutien d'une ou de plusieurs confréries et communautés. L'histoire nous enseigne que les confréries et les communautés ont toujours eu, depuis les années 1970, des velléités de créer leur propre parti (c'est un phénomène qui s'observe aussi dans d'autres régions du monde musulman). La question est de comprendre comment fonctionne un tel parti : copie presque conforme de la structure confrérique (hiérarchie, chef charismatique, etc.) ou modèle s'en éloignant... jusqu'à la rupture ? Quant aux partis à référentiel éthico-religieux, ils sont tenus de négocier le soutien des confréries et des communautés (rarement unies et généralement divisées, rivales, en conflit parfois vifs, etc.). Les différents portent sur des questions d'éthique de vie et d'organisation de la société turque, parfois aussi d'ordre théologique et mystique, en fait sur l'interprétation de l'islam et du soufisme.

16h40 Discussion générale